vinetur

Le directeur de Newcastle Gin appelle la Grande-Bretagne à baisser les droits d’accise sur les spiritueux avant le budget

Harry Vaulkard affirme que des taxes plus élevées ont amputé les recettes de 94 millions de livres, laissant les petits distillateurs face à des charges plus lourdes que celles des autres boissons.

samedi 3 octobre 2026



Le directeur de Newcastle Gin a appelé le gouvernement britannique à réduire les droits d'accise sur les spiritueux et à les aligner sur ceux des autres catégories d'alcool, estimant que les hausses répétées de taxes nuisent aux distillateurs, aux consommateurs et aux recettes fiscales à l'approche du budget national de ce mois-ci.

Harry Vaulkard, qui dirige la distillerie basée à Newcastle, a déclaré que le système actuel impose un fardeau plus lourd aux spiritueux qu'aux autres boissons et exerce une pression sur les plus petits producteurs. Newcastle Gin affirme avoir été la première distillerie commerciale à ouvrir dans la ville depuis plus de deux siècles.

Vaulkard a déclaré que les droits d'accise sur les spiritueux ont augmenté de 17 % depuis août 2023. Il a indiqué que le précédent gouvernement conservateur avait relevé le taux de 10,1 %, puis que le gouvernement travailliste avait ajouté 3,65 % et 3,66 % les années successives. Selon lui, cette hausse de la fiscalité n'a pas produit les recettes attendues par le Trésor.

« Quelque chose ne va pas », a déclaré Vaulkard, selon des propos publiés samedi. Il a affirmé que les recettes des droits d'accise sur les spiritueux avaient diminué de 94 millions de livres l'an dernier et que les revenus sont désormais inférieurs de 1,1 milliard de livres au niveau initialement prévu par l'Office for Budget Responsibility.

Il a dit que les hausses d'impôts sont particulièrement dures pour les petits distillateurs, car les coûts liés aux droits d'accise réduisent directement l'argent qui pourrait autrement servir à l'embauche, à l'expansion et à l'investissement. Il a également déclaré que la structure actuelle fait payer davantage les consommateurs de gin, même lorsque la quantité d'alcool dans une portion n'est pas supérieure à celle d'autres boissons courantes.

Vaulkard a pointé ce qu'il a décrit comme un décalage entre la politique fiscale et la teneur en alcool. Il a indiqué qu'une pinte moyenne de bière contient 2,6 unités d'alcool, tandis qu'une dose de gin dans un gin tonic contient une unité, mais que les spiritueux supportent malgré tout une charge fiscale plus élevée. Selon lui, cela renchérit les prix pour les consommateurs et risque d'écarter certains buveurs du marché.

Il a appelé le Trésor à réduire les droits d’accise sur les spiritueux et à les aligner sur le traitement réservé aux autres boissons. Il a soutenu que des taux plus faibles pourraient, à terme, générer des recettes fiscales plus importantes si le secteur est autorisé à se développer. Pour étayer son argument, il a cité la période allant de 1997 à 2007, lorsque l’ancien chancelier Gordon Brown a gelé les droits d’accise et, selon Vaulkard, les recettes ont augmenté de 44 % pour atteindre 2,4 milliards de livres à la fin de cette période.

Le gouvernement britannique a répondu aux critiques en mettant en avant le soutien déjà accordé à certaines branches de l’hôtellerie-restauration. Un porte-parole du gouvernement a déclaré que le chancelier avait donné la priorité au secteur dès sa première semaine en fonction en réduisant de 20 % les taxes professionnelles pour les pubs, les clubs sociaux et les salles de concert accueillant de la musique live. Selon le porte-parole, cette mesure permettra aux milliers d’entreprises locales d’économiser de l’argent.

Ce débat intervient alors que les ministres préparent un budget suivi de près par les entreprises de l’alimentation, des boissons et de l’hôtellerie-restauration. Pour les distillateurs, les taux de droits d’accise influent sur les prix en rayon, les marges et les montants que les entreprises peuvent consacrer aux équipements, au personnel et au marketing. Plus largement, la politique fiscale appliquée à la bière, au vin et aux spiritueux peut déplacer la demande d’une catégorie à l’autre et orienter les décisions d’investissement dans l’ensemble de l’industrie des boissons, en particulier pour les plus petits producteurs qui disposent de moins de marge pour absorber des coûts plus élevés.

Les producteurs britanniques de spiritueux soutiennent depuis longtemps que le système fiscal ne traite pas toutes les catégories d’alcool de manière équitable. Les distillateurs disent que le problème ne tient pas seulement au taux affiché, mais aussi à la fréquence des changements et à la rapidité avec laquelle ils se répercutent sur les prix. Dans un marché où les coûts de l’énergie, des emballages, du transport et de la main-d’œuvre ont également augmenté ces dernières années, les acteurs du secteur estiment qu’une nouvelle hausse des droits d’accise peut avoir un effet immédiat sur la trésorerie.

Cette pression peut être encore plus forte pour les marques indépendantes et régionales que pour les grands groupes mondiaux. Les petites distilleries fonctionnent souvent avec des volumes plus faibles et un financement plus serré, ce qui les rend plus exposées aux évolutions de la fiscalité indirecte. Les défenseurs du secteur estiment que cela peut ralentir les projets d'expansion et réduire les commandes passées auprès d'entreprises connexes, comme les fournisseurs de verre, les distributeurs et les bars.

Le Trésor n'a pas indiqué s'il prévoyait de modifier la structure des droits d'accise sur les spiritueux dans le budget. Mais cette question devrait rester au cœur d'un débat plus large sur la manière de concilier recettes publiques et soutien à la production nationale ainsi qu'à l'hôtellerie-restauration.

L'intervention de Vaulkard ajoute à cette pression à un moment où les distillateurs cherchent à convaincre les ministres que des droits d'accise plus faibles ou plus équitables pourraient renforcer le secteur plutôt qu'affaiblir les finances publiques. Son argument est que si les taxes sont fixées à un niveau permettant aux producteurs de vendre davantage, d'embaucher plus de personnel et d'augmenter la production, les recettes globales pourraient repartir à la hausse, même si le taux d'accise lui-même est plus faible.

On saura plus clairement si le gouvernement retient cet argument lorsque le budget sera présenté plus tard ce mois-ci. D'ici là, les distillateurs utilisent la période précédant la déclaration budgétaire pour affirmer que la charge fiscale actuelle fait monter les prix, réduit la demande et complique la croissance des producteurs britanniques de spiritueux.